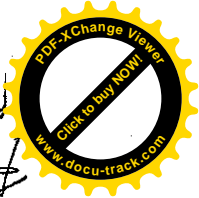


Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

→ S. AZAR

18/10



PREFECTURE DES BOUCHES-DU-RHÔNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS LOCALES  
ET DU CADRE DE VIE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

AFFAIRE SUIVIE PAR : Mme LOPEZ

☎ 04.91.15.69.33

VL/MR

N° 2000-204/82-1999 A

23 OCT. 2000

**ARRÊTÉ**

autorisant la Société LAVERA ENERGIES  
à exploiter une unité de cogénération  
sur le site de MARTIGUES-LAVERA

LE PREFET DE LA REGION PROVENCE, ALPES, COTE D'AZUR,  
PREFET DES BOUCHES DU RHONE,  
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, et notamment son article 6,

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié,

VU la demande présentée par la Société LAVERA ENERGIES en vue d'être autorisée à exploiter une unité de cogénération sur le site de MARTIGUES-LAVERA,

VU les plans de l'établissement et des lieux environnants,

VU l'arrêté n° 99-303/82-1999 A du 30 septembre 1999 prescrivant l'ouverture de l'enquête publique en Mairies de MARTIGUES et PORT-de-BOUC, du 29 octobre au 29 novembre 1999 inclus,

VU l'avis du Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile du 20 octobre 1999,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt du 25 octobre 1999,

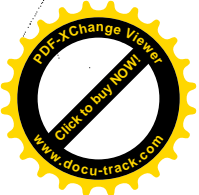
VU l'avis du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales du 27 octobre 1999,

VU l'avis du Conseil Municipal de MARTIGUES du 19 novembre 1999,

VU l'avis du Directeur Départemental de l'Equipeement du 8 décembre 1999,

VU l'avis du Conseil Municipal de PORT-DE-BOUC du 17 décembre 1999,

...



**VU** l'avis et le rapport du commissaire enquêteur du 27 décembre 1999,

**VU** l'avis du Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle du 15 mars 2000,

**VU** les rapports du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement des 10 août 1999 et 5 avril 2000,

**VU** les avis du Sous-Préfet d'ISTRES des 1<sup>er</sup> juillet 1999, 10 janvier 2000 et 31 mai 2000,

**VU** l'avis du Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours du 5 juin 2000,

**VU** l'avis du Conseil Département d'Hygiène du 8 juin 2000,

**CONSIDERANT** que cette installation permettra de réduire le fonctionnement des chaudières fonctionnant au fuel existant sur le site de la société et de limiter ainsi les émissions de dioxyde de soufre à l'atmosphère,

**CONSIDERANT** que les nuisances engendrées par l'activité ne sont pas de nature à faire obstacle à la délivrance de l'autorisation,

**CONSIDERANT** cependant qu'il y a lieu d'imposer des prescriptions complémentaires particulières en vue de réduire ces nuisances,

**SUR PROPOSITION** du Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,

## **ARRÊTE :**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup>**

La Société LAVERA ENERGIES SNC, dont le siège social est sis 9 avenue Percier à 75008 PARIS, est autorisée à exploiter une installation de cogénération de vapeur et d'électricité dans l'enceinte du complexe pétrochimique de Martigues-Lavera, avenue du Gros Mourre - 13117 LAVERA.

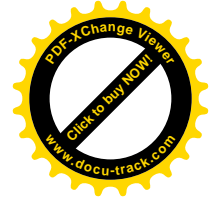
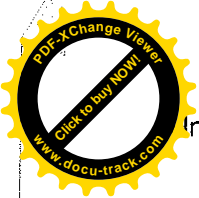
Cet équipement est destiné d'une part à fournir de la vapeur haute pression pour les besoins des unités de BP CHEMICALS et de la raffinerie BP LAVERA SNC, et d'autre part à fournir de l'électricité qui sera vendue à Electricité de France.

L'installation de cogénération est alimentée exclusivement au gaz naturel par une canalisation de transport enterrée jusqu'à la première vanne d'isolement située à l'intérieur du site de NAPHTACHIMIE, puis par une canalisation d'usine jusqu'à l'installation proprement dite.

Cette installation de cogénération est composée de deux unités.

Une première unité est composée par :

- une turbine à gaz de type PG 6101 FA, d'une puissance de 220 MWth,
- son alternateur associé d'une puissance active de 70 MW pour une température d'air ambiant de +10°C,
- une chaudière de récupération permettant de produire de la vapeur haute pression (120 MW) et de l'eau chaude (14 MW maxi environ) par récupération de l'énergie résiduelle des fumées en sortie de turbine à gaz et par complément grâce à un apport sous forme de postcombustion au gaz naturel (30 MWth),
- une cheminée permettant l'évacuation des gaz.



Une seconde unité est composée par :

- une turbine à gaz de type PG 6561 B, d'une puissance de 140 MWth,
- son alternateur associé d'une puissance active de 40 MW pour une température d'air ambiant de +10°C,
- une chaudière de récupération permettant de produire de la vapeur haute pression (80 MW) et de l'eau chaude (10 MW) par récupération de l'énergie résiduelle des fumées en sortie de turbine à gaz et par complément grâce à un apport sous forme de postcombustion au gaz naturel (30 MWth),
- une cheminée permettant l'évacuation des gaz.

Cette installation constitue une installation soumise à autorisation, visée à la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sous la rubrique suivante :

N° nomenclature	Désignation de l'activité	Régime
2910-A-1	Installation de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW (puissance installée : 420 MW)	A

Au sens du présent arrêté, la puissance thermique d'une installation de combustion est définie comme la quantité d'énergie thermique contenue dans le combustible, exprimée en pouvoir calorifique inférieur, susceptible d'être consommée en une seconde en marche maximale continue.

Le terme « installation » désigne les deux unités de cogénération, leurs annexes et leurs utilités.

Cette installation sera exploitée conformément aux dispositions prévues par une convention d'opération établie entre LAVERA ENERGIES SNC et BP FRANCE, sauf dispositions supplémentaires définies ci-après.

A cet égard, elle sera connectée au réseau vapeur de la raffinerie BP LAVERA SNC d'une part et d'autre part de NAPHTACHIMIE au profit des unités BP CHEMICALS. Toutes dispositions seront prises pour que son fonctionnement ou la régulation qu'elle induit, sur le réseau vapeur, n'altèrent pas la disponibilité de la quantité de vapeur nécessaire à la mise en sécurité des unités de production de la raffinerie BP LAVERA SNC et des unités BP CHEMICALS.

La part d'émissions de polluants dans l'air sera imputée aux entreprises desservies en vapeur au prorata de leur consommation.

## **ARTICLE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT**

### **2-1. Conformité aux dossiers et modifications**

L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux indications générales contenues dans le dossier de la demande d'autorisation, sauf dispositions contraires du présent arrêté.

Elle respecte les distances minimales entre différents emplacements définies à l'article 15 des règles annexées à l'arrêté du 4 septembre 1967, modifié par l'arrêté du 19 novembre 1975.

Toute modification apportée par le pétitionnaire à l'installation, à son mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable des éléments du dossier de l'autorisation initiale, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.



2-2. L'installation est conçue de manière à limiter les émissions de polluants dans l'environnement, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, le traitement des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, et la réduction des quantités rejetées.

### **2-3. Déclaration des incidents et accidents**

Tout accident ou incident susceptible, par ses conséquences directes ou son développement prévisible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 19 juillet 1976 modifiée, est déclaré dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées, en précisant les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine ensuite les mesures envisagées pour éviter son renouvellement compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident et les confirme dans un document transmis à l'Inspection des Installations Classées dans les plus brefs délais.

### **2-4. Contrôles et analyses (inopinés ou non)**

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'Inspection des Installations Classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols ainsi que l'exécution de mesures de niveaux sonores. Ils seront exécutés par un organisme tiers qu'il aura choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé. Les résultats seront adressés à l'Inspection des Installations Classées. Les frais occasionnés sont à la charge de l'exploitant.

### **2-5. Enregistrement, résultats de contrôles et registres**

Tous les documents répertoriés dans le présent arrêté sont conservés sur le site durant trois années à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, sauf réglementation particulière.

### **2-6. Consignes - Procédures**

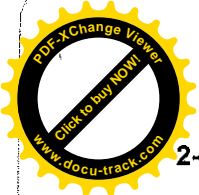
Les consignes écrites et répertoriées dans le présent arrêté sont tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, systématiquement mises à jour et portées à la connaissance du personnel concerné ou susceptible de l'être.

Des procédures doivent être établies pour définir explicitement les contrôles à effectuer en cours d'exploitation de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

### **2-7. Cessation définitive de l'activité**

Lorsque l'exploitant met à l'arrêt définitif une Installation Classée, il adresse au Préfet, dans les délais fixés à l'article 34.1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, un dossier comprenant le plan mis à jour des terrains d'emprise de l'Installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site. Ce mémoire précise les mesures prises et la nature des travaux pour assurer la protection des intérêts visés à l'article 1 de la loi du 19 juillet 1976 modifié et doit comprendre notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux ainsi que les déchets présents sur le site,
- la dépollution des sols et des eaux souterraines éventuellement polluées,
- l'insertion du site dans son environnement et le devenir du site,
- en cas de besoin, la surveillance à exercer de l'impact sur son environnement,
- en cas de besoin, les modalités de mise en place de servitudes.



## **2-8. Récolement**

L'exploitant procédera au récolement des dispositions prévues par le présent arrêté sous trois mois et en transmettra le bilan à l'Inspection des Installations Classées.

### **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES GENERALES APPLICABLES A L'ENSEMBLE DE L'ETABLISSEMENT**

La présente autorisation est subordonnée au respect des prescriptions ci-après, concernant les conditions d'aménagement ou d'implantation et de fonctionnement des unités concernées.

#### **3-1. Dispositions générales**

**3-1.1.** Sans préjudice des règlements d'urbanisme, les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses sont prises.

Ainsi, les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc...) et régulièrement nettoyées.

**3-1.2.** L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants, etc...

**3-1.3.** L'ensemble de l'installation est maintenu propre et entretenu en permanence.

Les abords de l'installation sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture, etc...) pour favoriser l'insertion dans le site.

**3-1.4.** L'exploitant tiendra à jour les documents permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation : les fiches de données de sécurité prévues dans le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

**3-1.5.** La conduite de l'installation et les travaux d'intervention sont réalisés par du personnel qualifié et connaissant les procédures générales

#### **3-2. Prévention de la pollution des eaux**

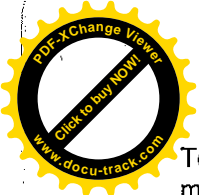
##### **3-2.1. Prescriptions générales**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de l'installation pour limiter la consommation d'eau. En particulier la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les différents locaux alimentés en eau destinée à l'alimentation humaine seront raccordés au réseau d'adduction d'eau potable et un dispositif de protection contre les pollutions par retour d'eau accidentelle vers ce réseau sera mis en place.

Les canalisations de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état. Sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène, les canalisations de transport de fluides dangereux dans l'installation sont aériennes ou visitables.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.



Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers le réseau d'eaux résiduaires du site pétrochimique ou dans le milieu naturel.

L'usage du réseau d'eau incendie est strictement réservé aux interventions en cas de sinistre, aux exercices de secours et aux opérations d'entretien ou de maintien hors gel de ce réseau.

### **3-2.2. Prescriptions relatives à la collecte des eaux pluviales**

Ces dispositions font l'objet de conventions établies entre les deux sociétés (NAPHTACHIMIE, BP LAVERA SNC) et LAVERA ENERGIES SNC.

- Les eaux pluviales dites "propres" sont collectées et envoyées au réseau des eaux propres de NAPHTACHIMIE qui rejoint le bassin de sécurité de l'anse d'Auguette.
- Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées recueillies sur les zones imperméabilisées sont collectées et envoyées vers le réseau d'eaux huileuses de BP LAVERA SNC qui aboutit dans deux bassins d'orage qui communiquent entre eux :
  - le bassin "FCC" de 1756 m<sup>3</sup>,
  - le bassin "Isomérisation" de 1000 m<sup>3</sup>.

Elles sont traitées sur la station biologique de BP LAVERA SNC, avant rejet dans le milieu naturel.

### **3-2.3. Prescriptions relatives à la collecte des effluents industriels liquides**

- Seuls les effluents suivants font l'objet d'un rejet dans le réseau d'eaux résiduaires non polluées de NAPHTACHIMIE :
  - prises d'échantillons des chaudières,
  - purges au démarrage des équipements,
  - vidanges des eaux des chaudières.

Ces dispositions font l'objet de conventions établies entre NAPHTACHIMIE et LAVERA ENERGIES SNC.

- Les eaux de lavage des machines et les égouttures éventuelles des turbines à l'intérieur des caissons seront collectées dans des fosses borgnes propres à l'installation de cogénération. L'évacuation est prévue par pompage par une entreprise spécialisée avec évacuation vers une station agréée de traitement des eaux dûment autorisée.

### **3-2.4. Prescriptions relatives à la collecte des eaux usées**

Les eaux usées sont collectées dans une fosse septique propre à l'installation de cogénération.

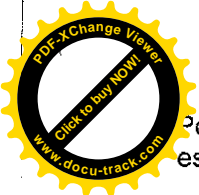
### **3-2.5. Prévention des pollutions accidentelles**

#### **3-2.5.1. Rétentions**

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention étanche dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.





Pour le stockage de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les autres cas, 20% de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

### **3-2.5.2. Aires de travail**

Le sol des aires et des locaux, où sont stockés momentanément ou manipulés des produits dangereux ou polluants, est étanche, incombustible et équipé de dispositifs de collecte des produits liquides répandus accidentellement. Pour cela un seuil surélevé ou tout autre dispositif équivalent, est confectionné de manière à délimiter ces aires de travail. Les produits recueillis sont recyclés ou traités comme des déchets.

L'exploitant met en place les dispositions permettant de collecter la totalité du liquide pouvant s'épandre à la suite d'une fuite incidentelle du circuit d'huile de l'une ou l'autre des turbines à gaz.

### **3-2.5.3. Récupération des eaux d'incendie**

En cas d'incendie, l'exploitant doit prendre toutes dispositions pour bloquer les eaux d'extinction incendie le plus près possible de l'installation. Ces eaux chargées d'émulseurs, de particules et autres substances polluantes sont détournées vers les bassins de d'orage définis au paragraphe 3.2.2.

Cette disposition fera l'objet d'une convention entre LAVERA ENERGIES SNC et BP LAVERA SNC.

## **4. Prévention de la pollution de l'air**

### **4-1. Dispositions générales**

Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère des fumées épaisses, des buées, des suies, des poussières ou des gaz odorants, toxiques ou corrosifs susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole, à la bonne conservation des monuments et à la beauté des sites. Le brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant prendra toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour réduire la pollution à la source, notamment en optimisant les consommations énergétiques. A ce titre, les quantités de gaz naturel consommées sont comptabilisées et tenues à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

### **4-2. Conditions de rejet à l'atmosphère**

Pour l'unité de cogénération les conditions de rejet à l'atmosphère sont fixées comme suit :

- deux cheminées de 40 m de hauteur chacune par rapport au niveau de la plate forme de cogénération,
- vitesse minimale d'éjection des gaz à allure maximale : 8 m/s en fonctionnement turbine a gaz et chaudière de récupération au gaz naturel avec post-combustion.

#### 4-3. Valeurs limites d'émission de l'installation de cogénération

Au sens du présent arrêté les volumes de gaz de combustion sont exprimés en mètre cube dans les conditions normales de température et de pression (273°k et 101 300 Pa).

Elles s'appliquent à chaque appareil de l'installation pris individuellement et, en règle générale, dès que l'appareil atteint 70 % de sa puissance.

Les limites de rejet en concentration sont exprimées en milligrammes par normaux mètre cube sur gaz sec (mg/Nm<sup>3</sup>), la teneur en oxygène étant ramenée à 15 % pour les NO<sub>2</sub> et à 15 % ou 3 % suivant le mode de fonctionnement pour le CO (voir notes 1 et 2).

Les caractéristiques des rejets à l'atmosphère après traitement, et notamment les concentrations et les flux des principaux polluants, sont inférieures ou égales aux valeurs prévues dans le tableau suivant :

POLLUANTS	FONCTIONNEMENT TURBINE A GAZ ET CHAUDIERE SANS POST COMBUSTION			
	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )		Flux maximum (kg/h)	
	Turbine 6101FA	Turbine 6561B	Turbine 6101FA	Turbine 6561B
NO <sub>2</sub>	50		33	24
CO <sup>(1)</sup>	50		33	24

POLLUANTS	FONCTIONNEMENT TURBINE A GAZ ET CHAUDIERE AVEC POST COMBUSTION			
	Concentration (mg/Nm <sup>3</sup> )		Flux maximum (kg/h)	
	Turbine 6101FA	Turbine 6561B	Turbine 6101FA	Turbine 6561B
NO <sub>2</sub>	60		39	28,5
CO <sup>(2)</sup>	250		55,5	40,5

(1) valeur pour le CO mesurée à 15% sur gaz sec

(2) valeur pour le CO mesurée à 3% sur gaz sec

#### 4-4. Réduction des rejets à l'atmosphère

Les émissions d'oxydes d'azote doivent être aussi réduites que possibles grâce à l'utilisation de technologies avancées dont en particulier les brûleurs bas NOx pour les turbines à combustion.

#### 4-5. Surveillance des rejets à l'atmosphère

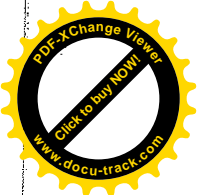
L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets.

Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais dans les conditions fixées par le présent arrêté et selon la fréquence fixée aux paragraphes 4-5.1 et 4-5.2 ci-après.

##### 4-5.1. Autosurveillance des rejets

- Les concentrations en oxydes d'azote, monoxyde de carbone et oxygène des rejets aux cheminées sont mesurées en permanence et en continu.





Les cheminées seront équipées des moyens d'analyse adaptés.

Les résultats des mesures en oxydes d'azote, monoxyde de carbone et oxygène sont transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées, éventuellement accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Les résultats des mesures en continu font apparaître que les valeurs limites sont respectées lorsque :

- aucune moyenne journalière ne dépasse la valeur limite fixée par le présent arrêté,
- 97 % des moyennes semi-horaires établies sur un mois respectent la valeur limite d'émission. Ces 97 % sont comptés en dehors des périodes de démarrage et d'arrêt.

Les moyennes semi-horaires sont déterminées pendant les périodes effectives de fonctionnement de l'installation. Toutefois n'est pas prise en compte dans la période de fonctionnement la durée correspondant aux opérations d'essais après réparation, de réglage des équipements thermiques ou d'entretien, de remplacement, de mise au point ou de calibrage des systèmes d'épuration ou des systèmes de mesure des polluants atmosphériques. La durée maximale cumulée de ces périodes qui ne peut dépasser 5 % de la durée totale de fonctionnement des installations.

Les appareils de mesure fonctionnant en continu sont vérifiés à intervalles réguliers.

Les instruments de mesure des concentrations d'oxydes d'azote et d'oxygène font l'objet d'un calibrage, et d'un examen de leur fonctionnement.

- L'exploitant procède à une estimation journalière des rejets d'oxydes de soufre basée sur la teneur en soufre du gaz naturel utilisé indiquée par le fournisseur et les paramètres de fonctionnement de l'installation.

Les résultats sont consignés sur un registre, qui peut être informatisé et transmis mensuellement à l'Inspection des Installations Classées.

#### 4-5.2. Contrôles périodiques par un organisme extérieur

L'exploitant fait effectuer dans le trimestre suivant la mise en service, puis ensuite annuellement, par un organisme agréé par le ministère de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées, les mesures suivantes :

- débits en  $\text{m}^3/\text{h}$  (normes FD X 10 112),
- concentration en oxydes d'azote exprimés en  $\text{NO}_2$ ,
- concentration en oxydes de carbone (FD X20361 et 363),
- concentration en oxygène (normes FD X 20 377 à 379),
- calcul de la vitesse d'éjection des gaz.

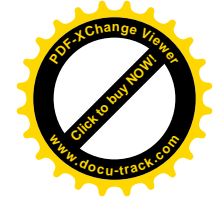
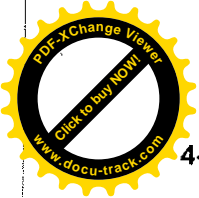
Ces mesures des émissions de polluants s'effectuent aux deux allures extrêmes de fonctionnement stabilisé de l'installation (avec et sans postcombustion).

La durée des mesures sera d'au moins une demi-heure et chaque mesure sera répétée au moins trois fois. Les résultats de ces mesures sont exprimés en concentration et en flux.

L'unité de temps à prendre en compte est l'heure.

Les résultats de ces mesures sont transmis à l'Inspection des installations classées.

A la demande de l'Inspection des Installations Classées, des simulations de fonctionnement en modes dégradés doivent permettre de réaliser des mesures représentatives sur les cheminées. La ou les méthodes utilisées doivent avoir reçu l'accord de l'Inspection des Installations Classées.



#### **4-6. Aménagement des cheminées**

Afin de permettre des mesures représentatives des émissions à l'atmosphère, une plate-forme de mesure fixe est implantée sur chaque cheminée.

Les caractéristiques de cette plate-forme doivent permettre de respecter les normes en vigueur, notamment en ce qui concerne les caractéristiques des sections de mesure : emplacement (homogénéité de l'écoulement gazeux), équipement (brides), zone de dégagement (plate-forme).

L'homogénéité de l'écoulement gazeux est considérée comme assurée par le respect des longueurs droites sans obstacle en amont et en aval. Elle est aussi considérée comme assurée lorsque des études ou des mesures comparatives ont montré que les aménagements aérodynamiques de la section de mesure présentent une homogénéité équivalente.

Ces appareils de mesure en continu, sont implantés de manière à pouvoir fournir des résultats de mesure non perturbés.

La mesure de la teneur en oxygène des gaz de combustion est réalisée autant que possible au même endroit que la mesure de la teneur en polluants. À défaut, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour éviter l'arrivée d'air parasite entre l'endroit où est réalisée la mesure de l'oxygène et celui où est réalisée celle des polluants.

#### **4-7. Episodes de pollution photochimique**

En cas de prévision avérée ou de survenue d'un épisode de pollution photochimique, l'exploitant appliquera les dispositions d'exploitation visant à minimiser, pour l'ensemble de la production de vapeur de BP LAVERA SNC, les émissions de NOx selon une consigne qui sera établie entre les deux sociétés et soumise à l'avis de l'Inspection des Installations Classées.

### **ARTICLE 5 - PREVENTION CONTRE LES BRUITS ET VIBRATIONS**

#### **5-1. Définitions**

Au sens du présent arrêté, on appelle émergence la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (installations en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par les installations).

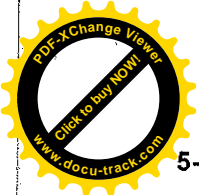
#### **5-2. Limitation des niveaux sonores**

Sans préjudice aux dispositions contenues dans l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement, l'installation doit respecter les dispositions qui suivent.

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer, en limite des zones à émergence réglementée, une émergence supérieure aux valeurs admissibles précisées ci-après :

Périodes	Émergence admissible
De 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés	5 dBA
Autres périodes	3 dBA



### **5-3. Bruits diffus**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantiers utilisés à l'intérieur de l'établissement sont conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier sont conformes à un type homologué.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc ...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si cet emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

### **5-4. Contrôle de la situation acoustique**

L'inspection des Installations Classées pourra demander que des contrôles de la situation acoustique soient effectués par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera soumis à son approbation. Les frais seront supportés par l'exploitant.

La mesure des émissions sonores est faite selon la méthode fixée à l'annexe à l'arrêté ministériel 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

### **5-5. Vibrations**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé et la sécurité du voisinage ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

Les règles techniques annexées à la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 (J.O. du 22 octobre 1986) sont applicables aux installations.

Des contrôles de vibrations sont en cas de nécessité justifiée demandés par l'Inspection des Installations Classées. Les frais sont à la charge de l'exploitant.

## **ARTICLE 6 - DECHETS**

### **6-1. Récupération - Recyclage**

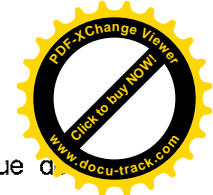
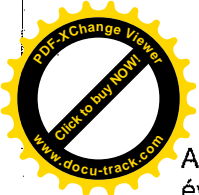
Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation ou de recyclage possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées dans des conditions appropriées.

### **6-2. Déchets banals**

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, etc...) et non souillés par des produits toxiques ou polluants sont récupérés, valorisés ou éliminés selon des filières qui ont obtenu l'approbation de l'Inspection des Installations Classées.

### **6-3. Déchets industriels spéciaux**

Les déchets industriels qui ne peuvent être valorisés sont éliminés dans des installations autorisées à recevoir ces déchets. L'exploitant sera en mesure d'en justifier l'élimination : les documents correspondants sont conservés trois ans.



A cet effet, un registre spécial est tenu par l'exploitant pour permettre un suivi chronologique d'évacuations. Il y est indiqué pour chaque enlèvement :

- l'identification du transporteur,
- le moyen de transport utilisé,
- la date de l'enlèvement,
- la quantité, la nature et les caractéristiques particulières des déchets faisant l'objet de l'enlèvement,
- l'identification de l'entreprise chargée de l'élimination ou du stockage en transit.

Un état récapitulatif d'élimination des déchets est transmis trimestriellement à l'Inspection des Installations Classées. Cet état pourra, le cas échéant, être commun avec celui de la raffinerie BP LAVERA SNC ou de NAPHTACHIMIE, selon une convention alors établie entre l'une ou l'autre de ces entreprises et LAVERA ENERGIES SNC et portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées. Il peut également concerner les déchets banals.

#### **6-4. Stockage des déchets**

Il est aménagé, à l'intérieur du site, une ou plusieurs zones destinées au stockage provisoire des déchets avant enlèvement ou recyclage. Les zones sont constamment en état d'ordre et de propreté.

Les déchets sont rangés par nature, dans des compartiments matérialisés et disposant d'un affichage d'identification de la nature des déchets.

Tous les déchets de fabrication ayant été en contact avec des produits toxiques ou polluants et tous les emballages pollués sont stockés sur des sols étanches, résistant à l'action chimique des produits susceptibles d'y être déversés.

La quantité de déchets stockés sur le site ne dépasse pas la capacité mensuelle produite.

### **ARTICLE 7 - PREVENTION DES RISQUES D'INCENDIE ET D'EXPLOSION**

#### **7-1. Dispositions générales**

Toutes dispositions doivent être prises par l'exploitant pour réduire les risques d'incendie et d'explosion dans l'installation de cogénération.

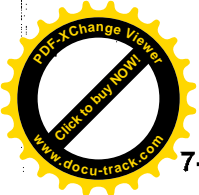
#### **7-2. Aménagements de l'installation**

##### **7-2.1. Comportement au feu et aux explosions du caisson insonorisant des turbines à gaz**

Chaque caisson insonorisant est constitué de matériaux de classe MO et équipé de dispositifs d'isolement, notamment sur l'air de ventilation, pour la mise en œuvre du système d'extinction automatique au CO2.

Il sera équipé en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie. Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

Il sera conçu de manière à limiter les effets d'une explosion interne.



### **7-2.2. Accessibilité**

L'installation est accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Elle est desservie, sur au moins une face, par une voie - engin ou par une voie - échelle.

Des aires de stationnement sont aménagées pour accueillir les véhicules de service ou du personnel autorisé.

Un espace suffisant est aménagé autour des appareils de combustion, des organes de réglage, de commande, de régulation, de contrôle et de sécurité pour permettre une exploitation normale de l'installation.

### **7-2.3. Ventilation**

Sans préjudice des dispositions du Code du Travail, les locaux sont convenablement ventilés pour notamment éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive.

### **7-2.4. Installations électriques**

Les installations électriques sont réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

### **7-2.5. Mise à la terre des équipements**

Les équipements métalliques (structures, turbines, chaudières, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive et inflammable des produits.

### **7-2.6. Protection contre la foudre**

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre. Les aménagements correspondants feront l'objet d'un contrôle par un organisme externe pour en vérifier la conformité aux conclusions de l'étude préalable. L'Inspection des Installations Classées sera destinataire de ce rapport de contrôle avant la mise en service industrielle de l'unité de cogénération.

Cette vérification sera renouvelée périodiquement, et au minimum tous les cinq ans.

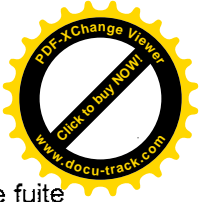
### **7-2.7. Prévention du risque sismique**

Les installations respecteront les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 1993 fixant les règles parasismiques applicables aux installations soumises à la législation sur les installations classées.

### **7-2.8. Voies et issues de secours**

L'installation est aménagée pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées. L'emplacement des voies et des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes du bâtiment sont ouvertes vers l'extérieur et sont manœuvrées de l'intérieur en toute circonstance. L'accès aux issues est banalisé.





## **7-2.9. Alimentation en combustible**

Les réseaux d'alimentation en gaz sont conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Le parcours des canalisations est aussi réduit que possible, en tenant compte des contraintes du site pétrochimique.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, est placé à la périphérie des installations pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif est placé dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances et en extérieur. Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée des vannes de sectionnement. Le dispositif de coupure est également reporté en salle de contrôle de LAVERA ENERGIES SNC.

Une vanne de sectionnement à sécurité positive, commandable à distance, sera située à la sortie du poste de détente. Deux autres vannes de sécurité, commandables à distance, seront installées sur la ligne d'alimentation en gaz en amont de chaque turbine et de chaque chaudière.

Ces vannes sont asservies chacune à des capteurs de détection de gaz et un pressostat. Une mesure de débit et une mesure de pression commanderont la vanne de sectionnement en sortie du poste de détente GDF. Cette dernière coupera l'alimentation en gaz en cas d'atteinte d'un seuil haut que l'exploitant déterminera. Toute la chaîne de coupure automatique (détection, transmission du signal, fermeture de l'alimentation de gaz) est testée périodiquement. La position ouverte ou fermée de ces organes est clairement identifiable par le personnel d'exploitation.

Les organes de sectionnement à distance sont soit manœuvrables manuellement soit doublés par un organe de sectionnement à commande manuelle. La position ouverte ou fermée de ces organes est signalée au personnel d'exploitation.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectue selon une procédure précise définie par l'exploitant. Si cette opération est réalisée au moyen d'un obturateur à guillotine monté à demeure, un dispositif interdit dans toutes les circonstances sa manœuvre sous pression.

Les soupapes de sécurité installées sur les circuits véhiculant du gaz naturel seront raccordées au réseau torche de NAPHTACHIMIE et périodiquement vérifiées.

## **7-2.10. Contrôle de la combustion**

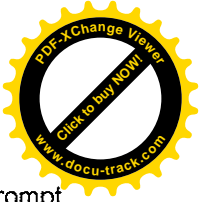
Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les appareils de combustion sous chaudière comportent un dispositif de contrôle redondant de la flamme et de mesure de la pression d'alimentation en gaz. Le défaut de leur fonctionnement doit entraîner la mise en sécurité des appareils à l'arrêt de l'alimentation en combustible.

Plus généralement, les équipements de chauffe doivent respecter les règles de l'art et en particulier les spécifications C 30-5 (1990) de l'Association technique de l'industrie du gaz.

## **7-2.11. Détection de gaz - Détection d'incendie**

A l'aspiration d'air de la turbine et au refoulement d'air de ventilation de la turbine est mis en place un système de détection de gaz, déclenchant, selon une procédure préétablie, une alarme en cas de dépassement des seuils de danger.



Une détection incendie est également installée dans l'enceinte de la turbine.

Le déclenchement de ces différents détecteurs coupe au minimum l'arrivée de gaz et interrompt l'alimentation électrique des matériels non prévus pour fonctionner en atmosphère explosive, sans que cette manœuvre puisse provoquer d'arc ou d'étincelle pouvant déclencher une explosion.

L'emplacement des détecteurs est déterminé par l'exploitant en fonction des dangers présentés. Leur situation est repérée sur un plan. Ils sont contrôlés régulièrement et les résultats des contrôles sont consignés par écrit.

Le bâtiment de l'unité de cogénération dispose d'un système de détection incendie dont l'alarme sera reportée en local et en salle de contrôle.

### **7-3. Exploitation et entretien**

#### **7-3.1. Surveillance de l'exploitation**

L'exploitation est sous la surveillance, directe et indirecte, des personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation.

#### **7-3.2. Connaissance des produits - Étiquetage**

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

La présence de matières dangereuses ou inflammables à l'intérieur de la zone abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

#### **7-3.3. Vérification périodique des installations électriques**

Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente.

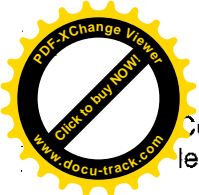
La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

#### **7-3.4. Entretien**

L'exploitant veille au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Toute tuyauterie susceptible de contenir du gaz devra faire l'objet d'une vérification annuelle d'étanchéité qui sera réalisée sous la pression normale de service. En particulier, la ligne d'alimentation en gaz naturel, située entre le poste de détente GDF et l'unité de cogénération, sera suivie selon un plan d'inspection, par le Service Inspection de NAPHTACHIMIE, selon une convention qui sera portée à la connaissance de l'Inspection des Installations Classées.

Toute intervention par point chaud sur une tuyauterie de gaz susceptible de s'accompagner d'un dégagement de gaz ne peut être engagée qu'après une purge complète de la tuyauterie concernée. A l'issue de tels travaux, une vérification de l'étanchéité de la tuyauterie doit garantir une parfaite intégrité de celle-ci.



Cette vérification se fera sur la base de documents prédéfinis et de procédures écrites. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrit.

Pour des raisons liées à la nécessité d'exploitation, ce type d'intervention pourra être effectué en dérogation au précédent alinéa, sous réserve de l'accord préalable de l'Inspection des Installations Classées.

Les soudeurs devront avoir une attestation d'aptitude professionnelle spécifique au mode d'assemblage à réaliser. Cette attestation devra être délivrée par un organisme extérieur à l'entreprise et compétent, conformément aux dispositions de l'arrêté du 16 juillet 1980.

### **7-3.5. Conduite des installations**

Les installations sont exploitées sous la surveillance permanente du personnel qualifié.

Le personnel vérifiera périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

Dans le cadre du système de gestion de la sécurité mis en œuvre sur le site de la raffinerie BP LAVERA SNC, l'exploitant consignera par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

En cas d'anomalies provoquant l'arrêt de l'installation, celle-ci doit être protégée contre tout déverrouillage intempestif. Toute remise en route automatique est alors interdite. Le réarmement ne peut se faire qu'après élimination des défauts par du personnel d'exploitation au besoin après intervention sur le site.

## **7-4. Sécurité**

### **7-4.1. Dispositions générales :**

L'exploitant est tenu de prendre toutes les mesures qui s'imposent pour prévenir les accidents majeurs et pour en limiter les conséquences pour l'homme et l'environnement. Il mettra en place, pour ce faire, les mesures de sécurité définies dans son étude de dangers.

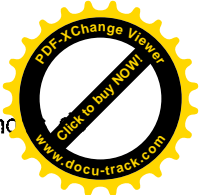
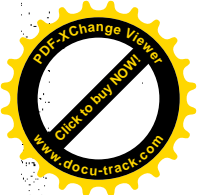
### **7-4.2. Moyens de lutte contre l'incendie**

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur. Ces moyens comportent notamment :

- des extincteurs portatifs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant un risque spécifique, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles,
- une réserve de sable maintenu meuble et sec et des pelles,
- un système d'extinction au CO<sub>2</sub> à l'intérieur des enceintes des turbines asservi à la détection incendie,
- un poteau incendie avec lance.

Par ailleurs, l'installation est protégée par les poteaux incendie existant sur les sites de BP Raffinerie et de NAPHTACHIMIE.

L'adéquation du nombre, du type et de l'emplacement de ces moyens de secours aux risques générés par l'installation sera en liaison en accord avec le service prévention de la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours, préalablement à la mise en service de l'unité de cogénération.



Ces matériels seront maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an. Les compte rendus de vérification seront archivés.

#### **7-4.3. Localisation des risques**

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques) qui la concerne. Ce risque est signalé.

#### **7-4.4. Matériel électrique de sécurité**

Dans les parties de l'installation où peuvent apparaître des atmosphères explosives, les installations électriques sont réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles sont entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives.

Cependant, dans les parties de l'installation où une atmosphère explosive n'est pas susceptible de se former en fonctionnement normal ou, si elle se produit, elle ne peut subsister que pendant une courte durée, les installations électriques sont constituées de matériel électrique de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.

L'exploitant procédera au recensement et au contrôle de conformité des matériels électriques de sécurité avant la mise en service de l'unité de cogénération puis ultérieurement dans le cadre de la vérification périodique prévue à l'article 7-3.3.

Les canalisations ne sont pas une cause possible d'inflammation et sont convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.

#### **7-4.5. Extinction des feux**

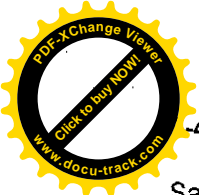
En dehors des appareils de combustion il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu". Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

#### **7-4.6. «Permis de travail» et/ou «permis de feu»**

Tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits) ne sont effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un "permis de feu" et en respectant les règles d'une consigne particulière.

Le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le "permis de travail" et éventuellement le "permis de feu" et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont cosignés par l'exploitant et par l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations est effectuée par l'exploitant ou son représentant.



#### **-4.7. Consignes de sécurité**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu,
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ou inflammables ainsi que les conditions de rejet,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la conduite à tenir pour procéder à l'arrêt d'urgence et à la mise en sécurité de l'installation,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc...,

#### **7-4.8. Consignes d'exploitation**

Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (démarrage et arrêt, fonctionnement normal, entretien...) font l'objet de consignes d'exploitation écrites.

Ces consignes prévoient notamment :

- les modes opératoires,
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées par l'installation,
- les instructions de maintenance et de nettoyage, la périodicité de ces opérations et les consignations nécessaires avant de réaliser ces travaux,
- les modalités d'entretien, de contrôle et d'utilisation des équipements de régulation et des dispositifs de sécurité.

L'exploitant disposera d'un appareil de détection de gaz mobile à proximité de l'unité de cogénération.

#### **7-4.9. Formation du personnel**

Les consignes de sécurité et d'exploitation doivent être portées à la connaissance du personnel d'exploitation préalablement à la mise en service de l'unité de cogénération, puis périodiquement rappelées. Elles sont régulièrement mises à jour.

#### **7-5. Plan d'Opération Interne (POI) et Plan Particulier d'Intervention (PPI)**

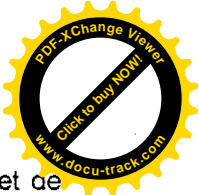
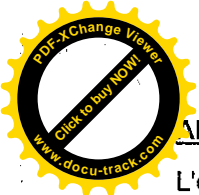
L'exploitant fournira à BP Lavéra SNC les éléments nécessaires à la mise à jour du POI et du PPI déjà établis pour la raffinerie.

#### **ARTICLE 8**

L'exploitant devra en outre se conformer aux dispositions :

- a) du Livre II du Code du Travail sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs,
- b) du décret du 10 juillet 1913 sur les mesures générales de protection et de salubrité applicables dans tous les établissements industriels ou commerciaux,
- c) du décret du 14 novembre 1988 sur la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en oeuvre des courants électriques.





## ARTICLE 9

L'établissement sera soumis à la surveillance de la Police, de l'Inspection des Services d'Incendie et de Secours, de l'Inspection des Installations Classées et de l'Inspection du Travail.

Des arrêtés complémentaires pourront fixer toutes prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976 modifiée rend nécessaires ou atténuer celles des prescriptions primitives dont le maintien ne sera plus justifié.

## ARTICLE 10

En cas d'infraction à l'une des dispositions qui précèdent, la présente autorisation pourra être suspendue conformément aux dispositions des articles 23 et 24 de la loi du 19 juillet 1976 modifiée relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, cette autorisation perdra sa validité si l'établissement n'est pas ouvert dans un délai de trois ans à dater de la notification du présent arrêté ou n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

## ARTICLE 11

La présente autorisation ne dispense pas l'exploitant de demander toutes autorisations administratives prévues par les textes autres que la loi du 19 juillet 1976 modifiée.

Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution.

Un extrait du présent arrêté restera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement.

## ARTICLE 12

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## ARTICLE 13

- Le Secrétaire Général de la Préfecture des Bouches-du-Rhône,
  - Le Sous-Préfet d'ISTRES,
  - Le Maire de MARTIGUES,
  - Le Maire de PORT-DE-BOUC,
  - Le Chef du Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile,
  - Le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
  - Le Directeur Régional de l'Environnement,
  - Le Directeur Départemental du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle,
  - Le Directeur Départemental de l'Equipeement,
  - Le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
  - Le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
  - Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours,
- et toutes les autorités de Police et de Gendarmerie,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera affiché et un avis publié, conformément aux dispositions de l'article 21 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

MARSEILLE, le

19 SEP 2000

POUR COPIE CONFORME  
par délégation  
Le Chef de Bureau,

Martine INVERNON



Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général

Emmanuel BERTHIER